

Unité départementale du Rhône  
63 Avenue Roger Salengro  
69 100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 10/05/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/03/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **RENAULT TRUCKS SAS**

402 avenue Charles de Gaulle  
69200 Vénissieux

Références : UD-R-CTESSP-22-110-AL

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/03/2022 dans l'établissement DBP implanté RENAULT TRUCKS SAS implanté 402 avenue Charles de Gaulle 69 200 Vénissieux. L'inspection a été annoncée le 18/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action « coup de poing » régionale relative à l'effectivité des moyens associés à la défense incendie dans les installations soumises à autorisation ou enregistrement.

Les mesures mises en œuvre par l'exploitant suite à la précédente visite d'inspection, réalisée le 07/12/2021, n'ont pas été abordées.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- RENAULT TRUCKS SAS
- 402 avenue Charles de Gaulle 69200 Vénissieux
- Code AIOT dans GUN : 0006103844
- Régime : A
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société RENAULT TRUCKS, appartenant au groupe AB VOLVO, est spécialisée dans les études, le développement et la fabrication de véhicules poids lourds et utilitaires. Les activités industrielles exercées dans l'établissement par l'exploitant comprennent notamment les activités d'assemblage de moteurs et composants, d'emboutissage permettant de fabriquer la carrosserie des cabines, d'essais de moteurs fabriqués ainsi que le centre de distribution de pièces de rechange.

L'exploitation de l'établissement situé à Vénissieux est autorisée par l'arrêté préfectoral du 23 mai 2018, pour les rubriques et régimes suivants de la nomenclature des ICPE :

- 1510-1 : Entrepôts (autorisation) ;
- 2560-B1 : Travail mécanique des métaux (enregistrement) ;
- 2921-a : Installations de refroidissement (IRDEFA) (enregistrement) ;
- 2930-1 : Atelier de réparation (enregistrement) ;
- 2931 : Atelier d'essais moteurs (autorisation) ;
- 2940-2 : Application de peintures (enregistrement) ;
- 3110 : Combustion, puissance thermique nominale totale  $\geq$  à 50 MW (autorisation).

Le site relève également du régime de la déclaration pour plusieurs rubriques.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Risques accidentels – Risque incendie (action régionale 2022)

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives (mise en demeure, astreinte, amende...). Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité ou lorsque les faits n'engagent pas la sécurité à court terme. L'exploitant doit transmettre les justificatifs de conformité dans le délai défini par l'inspection des installations classées. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative » : aucune non-conformité n'a été constatée, des observations peuvent toutefois être formulées.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon détaillée pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Aucune fiche de constats ne fait l'objet d'une proposition de suites administratives

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
État des matières stockées	AM du 04/10/2010, article 49 AP du 23/05/2018, articles 6.1 § 6.1.1 et 8.1 § 8.1.2	/	cf. demande de l'Inspection ci-après
Moyens de lutte incendie	AP du 23/05/2018, article 8.2 § 8.2.7	/	cf. demande de l'Inspection ci-après
Maintenance et Test	AP du 23/05/2018, article 8.2 § 8.2.7 et article 8.3 § 8.3.4	/	cf. demande de l'Inspection ci-après
Confinement des eaux incendie	AP du 23/05/2018, article 8.4 § 8.4.1	/	cf. demande de l'Inspection ci-après

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite d'inspection a permis de relever des non-conformités vis-à-vis des prescriptions examinées, ainsi que des points dont la conformité reste à justifier. L'exploitant devra fournir, selon les délais mentionnés dans les fiches constats du présent rapport, les éléments permettant de justifier de la mise en œuvre des actions correctives nécessaires pour lever les non-conformités relevées.

## 2-4) Fiches de constats

### 1 – Nom du point de contrôle : État des matières stockées

#### Référence réglementaire :

- Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
- Arrêté préfectoral du 23/05/2018, articles 6.1 § 6.1.1 et 8.1 § 8.1.2

#### Prescription contrôlée :

- État des matières stockées tenu à jour :
  - matières dangereuses : nature, état physique, quantité, emplacement et plan général des stockages ;
  - matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
- Fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses.
- Documents facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

#### Constats :

L'exploitant a déclaré qu'il ne dispose pas d'un état des stocks global pour l'ensemble du site, chaque service tenant son propre état des stocks accessible à distance sur serveur crypté. Il a indiqué que le poste de garde dispose des contacts utiles pour permettre la mise à disposition de l'état des stocks et des FDS en cas d'accident sur un secteur donné.

L'inspection a vérifié par sondage la présence d'un état des stocks pour :

– le secteur SML (logistique) : l'exploitant a présenté un état des stocks de matières combustibles, avec les quantités par zone et par typologie (plastique, carton, bois – dont emballages). Il a précisé qu'il n'y stocke plus de matières dangereuses et qu'il procède à un inventaire tournant.

– le bâtiment CD8 (stockage des produits de traitement des IRDEFA (TAR)) : pour les produits de traitement, l'état des stocks est tenu à jour dans les rapports hebdomadaires du prestataire. Au vu du rapport hebdomadaire du 25/11/2021 consulté lors de la visite précédente, l'inspection constate qu'il ne contient pas l'ensemble des informations exigées dans l'état des stocks.

Par ailleurs, l'inspection a constaté dans le bâtiment CD8 un volume important de matières combustibles (résidu du stock 2021 de pièces de TAR encore en cours d'utilisation), et l'exploitant a confirmé qu'il n'apparaît dans aucun état des stocks.

L'inspection n'a pas contrôlé la présence des fiches de données de sécurité lors de cette visite. Ce point avait déjà fait l'objet d'un contrôle lors de la visite précédente concernant les produits de traitement des IRDEFA (TAR).

L'exploitant a précisé qu'en dehors des matières dangereuses présentes dans certains secteurs spécifiques (G50 Carburant, GTT, etc), les matières dangereuses liées aux process sont stockées en petites quantités réparties dans chaque atelier.

#### Type de suites proposées : Susceptible de suite

#### Proposition de suites :

**Demande :** L'Inspection demande à l'exploitant, dans un délai de 1 mois, de lui transmettre un état des matières stockées :

- précisant, pour les matières dangereuses, leur nature (typologie et nature du danger), leur état physique, leur quantité et leur emplacement – avec le plan général des stockages sur lequel peuvent être identifiés ces emplacements ;
- incluant l'ensemble des matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement, y compris hors secteur SML, dès lors que leur quantité ne sont pas négligeables.

*N.B. : l'exploitant peut procéder à des regroupements par typologies et zones de cet état des matières stockées, et utiliser des capacités maximales pour les stockages fixes (cuves). Par ailleurs, une estimation représentative pourra être utilisée pour les petites quantités réparties dans les ateliers si elles évoluent peu dans l'année et sont vérifiées par un inventaire.*

## 2 – Nom du point de contrôle : Moyens de lutte incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/05/2018, article 8.2 § 8.2.7
<b>Prescription contrôlée :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Installation dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :<ul style="list-style-type: none"><li>– moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li><li>– plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec description des dangers pour chaque local ;</li><li>– appareil-s incendie public-s ou privé-s :<ul style="list-style-type: none"><li>→ de DN 100/150 sur réseau maillé équipé de vannes de barrage ;</li><li>→ permettant de fournir un débit de 60 m<sup>3</sup>/h pendant au moins 2 heures, un débit de 600 m<sup>3</sup>/h étant assuré en toutes circonstances.</li></ul></li><li>– 2 groupes de pompage et 2 sources d'énergie distinctes pour l'alimentation du réseau d'eau incendie ;</li><li>– réserve d'émulseur de 150 l ;</li><li>– RIA ;</li><li>– extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation (y compris aires extérieures), à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles.</li><li>– dispositif d'extinction automatique (installations particulièrement soumises au risque d'incendie)</li></ul></li></ul>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a indiqué qu'il dispose d'une ligne directe avec le SDMIS, testée mensuellement. Les zones ATEX sont localisées sur les plans des bâtiments disponibles au PC sécurité. L'exploitant ne dispose pas de plan des zones à risque incendie, mais considère qu'il concerne tout le site. L'exploitant a présenté un plan du réseau incendie maillé, et l'Inspection a constaté par sondage la présence des points d'eau incendie et des vannes de barrage. Le dernier rapport de vérification des poteaux incendie (01/03/2022) confirme la disponibilité du débit d'eau requis. L'exploitant dispose d'un seul groupe de pompage (pompe jockey et groupe motopompe diesel), ainsi que d'une réserve d'émulseur localisée dans le camion incendie du site (volume non vérifiable lors de la visite). Lors du cheminement sur le site, l'Inspection a également constaté la présence d'extincteurs, de RIA et, dans les bâtiments concernés, de dispositifs d'extinction automatique.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suite
<b>Proposition de suites :</b> <p><b><u>Demande :</u></b> L'Inspection demande à l'exploitant de justifier, dans un <u>délai de 1 mois</u>, que la capacité de la pompe jockey est suffisante pour prendre le relais du groupe motopompe diesel en cas de défaillance. À défaut, il mettra en place un second groupe de pompage en secours dans un délai de 3 mois.</p>

## 3 – Nom du point de contrôle : Maintenance et Test

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/05/2018, article 8.2 § 8.2.7 et article 8.3 § 8.3.4
<b>Prescription contrôlée :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Vérification périodique et maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</li></ul>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a présenté les rapports de vérifications périodiques :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>– des extincteurs (vérification du 29/12/2021 concernant BC3) – RAS ;</li><li>– des RIA ( vérification du 29/12/2021 concernant BC3) – 1 anomalie, corrigée depuis la vérification d'après le tableau de suivi tenu par l'exploitant ;</li><li>– de la détection incendie (vérification du 04/02/2022 concernant G71) – RAS ;</li><li>– des portes coupe-feu (vérification du 29/10/2021 concernant CD0) – 2 portes coulissantes et 3 portes battantes défectueuses. L'exploitant était en attente d'un devis, qu'il a transmis suite à la visite.</li><li>– des poteaux incendie (vérification du 01/03/2022) – anomalies de type fuites volant et capots HS. L'exploitant a indiqué qu'il a mis en place une campagne de remplacement 2021-2023.</li></ul>

L'exploitant n'a pas présenté de rapport de vérification des installations d'extinction automatique. Il a indiqué que le groupe de pompage fait l'objet d'un test hebdomadaire. Il a précisé que, sur les 371 anomalies relevées en 2021 (tous moyens incendie confondus), 55 restaient à traiter au moment de la visite.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suite

**Proposition de suites :**

**Demande :** L'Inspection demande à l'exploitant, dans un délai de 1 mois :

- de transmettre les justificatifs de commande et de réparation des portes coupe-feu défectueuses ;
- de transmettre le bilan des poteaux incendie déjà remplacés et l'échéancier détaillé concernant les poteaux incendie restant à remplacer ou réparer ;
- de transmettre un plan d'action et un échéancier associé concernant les autres anomalies restant à corriger ;
- de procéder aux vérifications semestrielles des installations d'extinction automatique, et transmettre le prochain rapport de vérification.

#### 4 – Nom du point de contrôle : Confinement des eaux incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/05/2018, article 8.4 § 8.4.1

**Prescription contrôlée :**

- Confinement des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, d'un volume déterminé par l'exploitant en calculant la somme :
  - du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie,
  - du volume de produit libéré par l'incendie,
  - du volume d'eau lié aux intempéries (10 l/m<sup>2</sup> de surface drainée).
- Dispositifs de confinement internes interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.
- Dispositifs d'obturation des réseaux :
  - si confinement extérieur : orifices d'écoulement munis d'un dispositif automatique d'obturation et, en cas de système non gravitaire, système de relevage autonome ;
  - si confinement interne : orifices d'écoulement en position fermée par défaut.

**Constats :**

L'exploitant a indiqué que le confinement est assuré dans les canalisations du site (système gravitaire), par le biais d'environ 30 ballons obturateurs répartis sur le réseau et dont il a transmis un plan et un schéma d'implantation. L'inspection a constaté lors du cheminement sur le site que les dispositifs d'obturation rencontrés sont signalés et accessibles.

Au vu des documents présentés ou transmis par l'exploitant, malgré l'absence d'obturateur « final » avant rejet, toutes les portions du réseau de collecte semblent couvertes par un dispositif d'obturation concernant la partie « Vénissieux » du site.

Pour mémoire, la partie « Saint-Priest » du site présente des points de rejet au milieu naturel non munis de dispositifs d'obturation. Ce point a fait l'objet de la visite précédente et l'exploitant a transmis un plan d'action le 21/04/2022 (à finaliser après études complémentaires en cours).

L'exploitant a indiqué qu'il fait procéder à une vérification semestrielle des obturateurs. Il a présenté le rapport de la vérification d'octobre 2021, au cours de laquelle plusieurs obturateurs n'ont pu être vérifiés (non accessibles) et plusieurs anomalies ont été relevées (dont obturateur n°18 démonté). En outre, l'exploitant a confirmé que le déclenchement des dispositifs d'obturation est exclusivement manuel.

Par ailleurs, les volumes de confinement disponibles dans les différentes portions du réseau de collecte, mentionnés dans les documents transmis par l'exploitant pour la partie « Vénissieux », vont de 30 m<sup>3</sup> à 530 m<sup>3</sup> à l'exception de 3 obturateurs qui ne couvre toutefois qu'une partie du site. L'exploitant n'a ni présenté ni transmis de document présentant les volumes de confinement disponibles pour la partie « Saint-Priest ».

Or, le volume d'eau d'extinction – auquel l'exploitant doit ajouter le volume de produit libéré et le volume d'eau lié aux intempéries pour déterminer le volume de confinement requis – est susceptible d'atteindre 1 200 m<sup>3</sup> (débit d'extinction de 600 m<sup>3</sup>/h prévu par l'arrêté préfectoral du 23/05/2018). L'Inspection constate donc que le volume de confinement dont dispose l'exploitant semble insuffisant.



**Type de suites proposées :** Susceptible de suite

**Proposition de suites :**

**Demande :** L'Inspection demande à l'exploitant :

– dans un délai de 1 mois, de transmettre une note de calcul détaillée relative aux volumes de confinement disponibles et requis – selon le découpage correspondant à la localisation des dispositifs d'obturation – pour les parties « Vénissieux » comme « Saint-Priest » du site. Le volume d'extinction pris en compte sera basé sur un débit de 600 m<sup>3</sup>/h, sauf à justifier d'un débit moindre en appliquant le référentiel D9.

En cas de volume disponible insuffisant, l'exploitant transmettra un plan de mise en conformité et l'échéancier de mise en œuvre associé.

– dans un délai de 3 mois, de transmettre les justificatifs de mise en œuvre des actions correctives concernant les anomalies relevées lors de la vérification des obturateurs ainsi qu'un nouveau compte-rendu de vérification complète.

– dans un délai de 3 mois, d'automatiser le déclenchement des dispositifs d'obturation ou de transmettre au préfet du Rhône une demande argumentée de modification des prescriptions de l'arrêté du 23/05/2018 (difficulté technico-économique et mesures compensatoires – notamment procédure d'urgence faisant intervenir le poste de garde).